

Union pour la Renaissance/Parti Sankariste

Bureau Politique National

Secrétariat Exécutif National

Présidence du Parti



AVEC LE PEUPLE,
VICTOIRE !

*Arrêté de reconnaissance n° 2009-055/MATD/SG/DGLPAP/DAPCR
du 03 août 2009*

DECLARATION DE L'UNIR/PS SUR LA SITUATION NATIONALE

Le 12 août 2013, le Président COMPAORE, par le biais d'un communiqué, invitait le Premier Ministre et le Ministre en Charge des Reformes Politiques à lui produire un rapport circonstancié sur l'opérationnalisation du SENAT. Cela fait suite à la vague de contestations contre le SENAT conduite par l'opposition politique et les organisations de la société civile, contestation qui a atteint son point culminant avec le coup de semonce des évêques et de certaines hautes personnalités.

A la suite de ce communiqué, les burkinabé se sont perdus en conjectures. Pour les uns, le Président, par ce communiqué, venait de suspendre la mise en place du Sénat. Pour les autres, c'est une façon pour lui de se débarrasser de cette institution devenue trop encombrante. Pour certains par contre, tout cela n'était que pure diversion et il fallait par conséquent maintenir la pression en attendant les conclusions du comité de suivi.

Le 30 Août 2013, le comité de suivi des reformes politiques, réuni à cet effet, remettait au président COMPAORE son rapport circonstancié. Sans trop de surprise, la poursuite de la mise en place de l'institution contestée est proposée avec de petits aménagements pour satisfaire quelques susceptibilités. Pouvait-il en être autrement avec ce fameux comité ? Mais, plus que les conclusions du comité, ce sont celles de leur président que les burkinabé attendaient véritablement.

Le vendredi 6 septembre dernier, le Président COMPAORE, toujours par le biais d'un communiqué rendu public par la télévision nationale du Burkina, a parlé sans ne rien dire. Il a définitivement choisi ce mode de communication lorsqu'il s'agit des affaires internes. De ce deuxième communiqué présidentiel rien de bien concret. Cependant on peut tirer deux constats qui sont les suivantes:

Premier constat : Le président COMPAORE entretient, comme à son habitude, le flou autour de ses intentions réelles. A la lecture de son communiqué, personne, même

pas les analystes politiques, ne peuvent dire avec certitude la stratégie du président COMPAORE.

Ce qui laisse les burkinabè dans le doute. Pourquoi les burkinabé sont –ils condamnés à échafauder des hypothèses à chaque fois que leur président leur parle sur des sujets d'importance ? Sommes-nous dans quelle république où le président doit jouer aux devinettes avec son peuple ?

Pour l'UNIR/PS ça suffit et la comédie doit maintenant cesser. Quand un président s'adresse à son peuple, c'est pour prendre des décisions. C'est comme ça partout ailleurs dans le monde et le peuple burkinabé aussi a droit à cet égard de la part de son président. Les gens attendent des décisions concrètes et non les éternelles invites au dialogue et autres concertations dont les résultats sont connus d'avance.

De toute façon, de quel dialogue a-t-on encore besoin sur le Sénat la position des uns et des autres étant suffisamment connue ? Celle de l'UNIR/PS et de toute l'opposition politique burkinabé réunie au sein du chef de file de l'opposition (CFOP) est unanime : non au Sénat et à la modification de l'article 37 de la constitution!

Deuxième constat : Le président COMPAORE veut gagner du temps dans l'optique d'infléchir les positions des anti Sénat. Le président COMPAORE use de tous les stratagèmes pour gagner du temps dans l'espoir d'émousser les ardeurs du peuple et d'affaiblir l'opposition. C'est dans cette optique qu'il faut apprécier les mesures dites sociales prises par le conseil des ministres du mercredi 11 septembre. Sinon, comment comprendre que ça soit maintenant que de telles mesures sont prises. Les problèmes des travailleurs et des étudiants existent depuis belle lurette, mais la réponse des autorités a toujours été la même : « *l'Etat n'a pas les moyens* ». Mais aujourd'hui, le manque de moyens toujours chanté par nos autorités a, comme par enchantement, disparu au détour d'un conseil de ministres sans pourtant qu'on nous dise d'où sortiront tous ces milliards promis. De telles dépenses n'ayant pas été prévues dans le budget de 2013, il est clair qu'il s'agit là d'une simple opération de séduction dans l'optique d'acheter la renonciation des burkinabé à la lutte. Mais le peuple burkinabé est aujourd'hui conscient et rien ne pourra le détourner de son combat contre la patrimonialisation du pouvoir dans notre pays, lequel combat a impérieusement besoin d'une opposition responsable dans ses paroles comme dans ses actes. Tout comme elle doit rester ferme dans ses convictions. C'est pourquoi l'UNIR/PS en appelle à plus de solidarité et d'engagement des uns et des autres mais surtout à plus de vigilance pour ne pas tomber dans les pièges à rats d'un pouvoir décadent et moribond à la recherche de pompiers de services. Du reste, ce pouvoir là n'hésite pas à utiliser les moyens, même les plus abjectes telle cette tentative d'opposer les différentes communautés religieuses et coutumières par la division et le clientélisme.

Dans ces conditions, notre parti est convaincu que seul le peuple uni et mobilisé peut venir à bout du régime de la 4^{ème} République en lui imposant une véritable alternative. Cette dernière n'aura rien de commun avec les récentes mesures artificielles et conjoncturelles, trop dérisoires pour résoudre l'équation permanente de la cherté de la vie et de la crise devenue structurelle.

Evitons alors les pièges de la division et sachons faire fi de nos contradictions superflues pour renforcer la lutte d'une opposition unie.

L'UNIR/PS, qui veut faire chaque pas avec le peuple, réaffirme ce serment de faire du Burkina Faso une nation plus forte et plus unie à travers ses hommes et ses femmes convaincus du même idéal de bonheur.

Aujourd'hui, sans rempart de la justice déjà gangrénée par la politique et nos chefs coutumiers suspectés d'acointance avec le pouvoir, notre pays court inéluctablement le risque d'une grave fracture.

Le parti invite en conséquence le Chef de l'Etat Blaise COMPAORE à s'abstenir de toute manipulation qui pourrait à terme, apporter de graves et profondes divisions entre les confessions religieuses et coutumières qui sont le socle de notre société.

L'UNIR/PS lance un appel pressant à plus de cohésion et de solidarité du peuple qui doit, plus que jamais, se mobiliser autour de mots d'ordre justes et pertinents si l'on veut un changement porteur d'espoir et de progrès.

C'est pourquoi l'UNIR/PS condamne avec la dernière énergie la politique du «**Après moi le chaos**» que Blaise COMPAORE mène, contre vents et marées, en tentant de mettre en place un SENAT voué aux gémonies.

Avec le peuple victoire. !

**Fait à Ouagadougou, le 19 septembre 2013
Le Président du Bureau Politique National**

Maître Bénéwendé S. SANKARA